

L'ANIA SOUTIENT LA VOLONTE DU GOUVERNEMENT DE REVALORISER L'OFFRE ALIMENTAIRE EN FRANCE SUR L'ENSEMBLE DE LA FILIERE ET SUR LA DUREE

*Paris, le 22
juillet
2015*

Suite aux annonces du Gouvernement ce mercredi 22 juillet 2015 sur la crise que traversent les filières d'élevage françaises, l'ANIA partage le combat du gouvernement de revaloriser l'offre alimentaire et rappelle l'importance d'engager l'ensemble des acteurs sur l'ensemble de la filière alimentaire.

L'Association Nationale des Industries Alimentaires est particulièrement sensible à la situation de crise que vivent les agriculteurs et notamment le secteur de l'élevage en France. Nous comprenons et partageons leurs préoccupations. Les filières agricoles et agroalimentaires sont stratégiques pour notre pays. Il ne peut pas y avoir une industrie forte sans une agriculture forte. Nos destins sont liés.

Cette crise, nous la vivons également au sein de nos 15 789 entreprises agroalimentaires. Parmi elles, 98% sont des PME et des TPE. En moins de 10 ans, depuis 2006, ce sont 2 358 entreprises agroalimentaires qui ont disparu en France dont 20% dans la filière viandes. En moins de 10 ans, notre secteur agroalimentaire, première industrie de France, a perdu 32 288 emplois passant de 525 000 à 493 000 salariés. Le modèle global tend à s'appauvrir.

L'Association Nationale des Industries Alimentaires salue la mobilisation du Gouvernement et partage sa volonté de revaloriser les produits alimentaires sur l'ensemble de la filière. A cet égard, les efforts pour revaloriser les prix sont nécessaires et méritent d'être tenus dans le temps et renforcés. Depuis plusieurs années, l'ANIA n'a eu de cesse de dénoncer publiquement les ravages de la guerre des prix dans la grande distribution. Il y a un an, le 11 juin 2014, nous avons même lancé un appel au premier ministre avec les agriculteurs pour alerter sur les conséquences de cette course folle aux prix les plus bas. A moyen et long terme, l'un des enjeux clé de la filière dans son ensemble est de pouvoir exporter ses produits dans le monde. Pour cela, notre filière doit absolument gagner en compétitivité et retrouver sa place dans le concert des nations.

Fierté, Responsabilité, Ambition

Communiqué de presse

Dans ce contexte de compétition internationale, il nous appartient de mieux nous organiser, de mieux produire, de mieux transformer, de mieux distribuer, de mieux valoriser les atouts de nos métiers. Il nous appartient aussi en France d'alléger les contraintes et de simplifier le déroulement de nos activités de l'amont agricole jusqu'à la distribution.

Les distributeurs commencent enfin à prendre conscience de la nécessité de payer ce juste prix aux éleveurs des filières en crise. Nous saluons cette prise de conscience qui doit évidemment s'inscrire dans une démarche plus globale et pérenne de revaloriser l'offre alimentaire dans son ensemble afin que le système puisse fonctionner sans biais. Il apparaît nécessaire de remettre en cause cette course poursuite aux prix les plus bas. Il est inconciliable de prétendre acheter plus cher auprès de ses fournisseurs et affirmer dans le même temps vendre toujours moins chers aux consommateurs.

Pour les industriels qui font face à 4 centrales d'achat dans les négociations, il est évidemment très difficile de maintenir des tarifs. En 2014, les prix de nos produits ont baissé en moyenne de 1.1% alors que les volumes n'ont pas augmenté. Quand nos industriels s'engagent sur des filières françaises, les centrales d'achat ne prennent pas non plus le temps de considérer cet engagement. Les efforts doivent se faire sur l'ensemble de la filière et sur la durée.

« Nous poursuivons notre combat pour rétablir le prix juste, celui qui rémunère tout le monde dans la filière, l'agriculteur, l'industriel et le distributeur et qui sera accepté par le consommateur. Nous le dénonçons encore il y a un peu plus d'un an avec les agriculteurs dans [une lettre ouverte au Premier ministre](#) le 11 juin 2014. » explique Jean-Philippe GIRARD

L'Association Nationale des Industries Alimentaires (ANIA) rassemble 18 fédérations nationales sectorielles et 23 associations régionales, représentatives des 15 789 entreprises alimentaires de France. L'agroalimentaire est le premier secteur économique français avec un chiffre d'affaires de 157.6 milliards d'euros et le premier employeur industriel avec 493 272 salariés. L'ANIA est l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, des administrations et des médias sur les sujets liés à l'alimentation. www.ania.net

Fierté, Responsabilité, Ambition